

**Septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

21 octobre 2011
Français
Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011
Point 12 de l'ordre du jour provisoire
Suite donnée aux recommandations et décisions
de la sixième Conférence d'examen et question
de l'examen futur de la Convention

Proposition relative au processus intersessions

Document soumis par l'Afrique du Sud

I. Introduction

1. Il est généralement admis que le processus intersessions a été fructueux au cours des dix dernières années, mais il a été mis en place pour servir un but précis et celui-ci a été atteint. Le contexte et les circonstances actuels sont tels qu'il faut maintenant adopter une nouvelle approche pour pouvoir faire face aux évolutions futures.
2. Il faut au cours des réunions intersessions, répondre régulièrement à la nécessité de traiter de questions de fond précises telles que l'application de l'article X et les faits nouveaux en matière scientifique. D'autres questions de fond, telles que le régime des mesures de confiance et la mise en œuvre de la Convention ont également été retenues en vue d'un examen plus approfondi au cours de la période intersessions.
3. Il est donc clair qu'il faudrait utiliser le processus intersessions pour se pencher sur des questions de fond précises. Il faudra pour cela que la Réunion des États parties soit dotée de pouvoirs décisionnels tandis que les réunions d'experts devraient concentrer leurs efforts sur l'examen des questions spécifiques sur lesquelles la Réunion des États parties aurait à se prononcer. Les processus très efficaces et concluants qui ont été mis au point au cours des dix dernières années peuvent encore être utilisés très efficacement, en particulier pendant les réunions d'experts.

II. Proposition

4. Il est proposé que le processus se compose d'une session de deux semaines, tenue au milieu de l'année. Durant l'une des deux semaines, divers comités à composition non limitée se réuniraient pour examiner des questions qui figureraient constamment à l'ordre du jour. Durant l'autre semaine, des experts se réuniraient pour examiner un sujet particulier choisi par la Conférence d'examen. À toutes ces réunions, il faudrait formuler des recommandations à l'intention de la Réunion des États parties, qui se tiendrait à la fin de l'année pendant une semaine. La Réunion des États parties devrait examiner les rapports

et être en mesure de prendre des décisions concernant des mesures à prendre ou de formuler des recommandations concernant des actions précises à l'intention de la prochaine Conférence d'examen.

A. Session de deux semaines

1. Comités à composition non limitée

5. Idéalement, les comités à composition non limitée devraient être présidés par la même personne durant l'ensemble de la période intersessions de quatre ans. Les présidents seraient choisis parmi les membres des groupes régionaux. Chaque président pourrait être appuyé par deux vice-présidents issus des autres groupes régionaux. Les présidents devraient être nommés sur la base d'une représentation régionale équitable convenue. Différents membres de l'Unité d'appui à l'application s'acquitteraient des fonctions de secrétaires des comités. Les comités devraient rendre compte à la Réunion des États parties, qui se tiendrait à la fin de l'année. Des comités à composition non limitée seraient créés aux fins de:

- a) La mise en œuvre du mécanisme de coopération au titre de l'article X;
- b) L'examen des faits nouveaux en matière scientifique;
- c) L'universalisation de la Convention.

2. Réunion d'experts

6. Les participants à la réunion d'experts examineraient certaines questions particulières recensées par la Conférence d'examen au cours d'une période plus longue qui pourrait dépasser un an. Un président serait désigné par les groupes régionaux pour chaque sujet. Les vice-présidents seraient nommés parmi les membres des autres groupes que celui dont serait issu le président. Un à deux sujets pourraient être examinés durant la seconde semaine. La réunion d'experts rendrait compte à la Réunion des États parties qui se tiendrait à la fin de l'année, et le rapport final contiendrait des propositions d'actions sur le sujet examiné. La réunion d'experts pourrait tirer profit de la participation de représentants des milieux universitaires et de l'industrie. Les sujets qui pourraient être examinés à la réunion d'experts sont notamment les suivants:

- a) La révision du régime des mesures de confiance;
- b) Les débats conceptuels sur les incidences concrètes des notions de respect de la Convention/application/vérification;
- c) Les procédures suivies pour la mise en œuvre de l'article VII;
- d) Les procédures suivies pour commencer la mise en œuvre de l'article VI;
- e) L'examen des moyens d'évaluer la mise en œuvre de la Convention;
- f) L'application de l'article V – Consultation.

7. Les séances plénières seraient présidées par les différents présidents à tour de rôle. Les présidents décideraient, en consultation avec les États parties et l'Unité d'appui à l'application, de l'ordre du jour de chaque comité ou groupe.

B. Réunion des États parties

8. Le président de la Réunion des États parties serait nommé chaque année, par roulement, parmi les membres des différents groupes régionaux. La Réunion des États

parties prendrait le temps d'examiner les rapports des comités à composition non limitée et de la réunion d'experts et déciderait des mesures à prendre, de la poursuite des travaux ou du report de la décision à la Conférence d'examen suivante.

9. Tous les comités à composition non limitée, la réunion d'experts et la Réunion des États parties prendraient leurs décisions par consensus.

10. La Conférence d'examen ultérieure examinerait les recommandations ou propositions et les décisions issues de ces réunions, et déciderait de prendre d'éventuelles mesures complémentaires ou d'approuver les décisions.

Annexe

Programmes présentés à titre d'exemple

1. Session de deux semaines

<i>Semaine 1</i>	<i>Lundi</i>	<i>Mardi</i>	<i>Mercredi</i>	<i>Jeudi</i>	<i>Vendredi</i>
10 h 00-13 h 00	Interventions en séance plénière et questions générales	Comité à composition non limitée sur le mécanisme fonctionnant au titre de l'article X	Comité à composition non limitée sur les faits nouveaux en matière scientifique	Comité à composition non limitée sur les faits nouveaux en matière scientifique	Comité sur l'universalisation
15 h 00-18 h 00	Comité à composition non limitée sur le mécanisme fonctionnant au titre de l'article X	Comité à composition non limitée sur le mécanisme fonctionnant au titre de l'article X	Comité à composition non limitée sur les faits nouveaux en matière scientifique	Comité à composition non limitée sur l'universalisation	Comité sur l'universalisation
<i>Semaine 2</i>	<i>Lundi</i>	<i>Mardi</i>	<i>Mercredi</i>	<i>Jeudi</i>	<i>Vendredi</i>
10 h 00-13 h 00	Interventions en séance plénière et questions générales	Examen du sujet 1	Examen du sujet 1	Examen du sujet 2	Examen du sujet 2
15 h 00-18 h 00	Examen du sujet 1	Examen du sujet 1	Examen du sujet 2	Examen du sujet 2	Plénière

2. Réunion des États parties

<i>Session</i>	<i>Lundi</i>	<i>Mardi</i>	<i>Mercredi</i>	<i>Jeudi</i>	<i>Vendredi</i>
10 h 00-13 h 00	Compte rendu du Comité à composition non limitée 1	Compte rendu du Comité à composition non limitée 3	Examen des rapports	Examen des rapports	Rapport de la Réunion des États parties
15 h 00-18 h 00	Compte rendu du Comité à composition non limitée 2	Compte rendu de la réunion d'experts	Examen des rapports	Examen des rapports	Rapport de la Réunion des États parties